

## **BURKINA FASO**

Résumé: Le Burkina Faso a montré une volonté accrue d'augmenter son implication dans les opérations régionales de lutte contre le terrorisme et de la stabilité, rendue possible grâce à une subvention d'environ 10 million de dollars à ses forces de sécurité à travers le programme « Africa Contingency Operations Training & Assistance », le Partenariat antiterroriste transsaharien « Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership » ; et les initiatives de financement de la Section 1206 de l'autorisation législative budgétaire « National Defense Authorization Act ».

Législation, Mise en application de la Loi et Sécurité des Frontières: Les lois 060-2009/AN du Burkina Faso portant répression des actes de terrorisme et celle 061-2009/AN portant sur la lutte contre le financement du terrorisme, calquée sur la loi française, criminalise un large éventail d'activités liées au terrorisme, et impose des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à la prison à vie.

Plusieurs responsables, y compris le Directeur Général de la Sécurité Intérieure, ont exprimé leurs préoccupations par rapport au manque de coordination interministérielle des forces de sécurité du Burkina Faso et d'un système de commandement des interventions, et ont demandé de l'assistance dans ce domaine. Lors l'évaluation des besoins et des capacités du pays d'accueil de 2014, le Département d'Etat Américain a trouvé que la structuration d'un système de commandement des interventions est l'un des besoins les plus pressants des forces de sécurité Burkinabè. Ce qui complique davantage cette question est le chevauchement des domaines de compétence que rencontrent la police et la gendarmerie -- qui a conduit à la confusion sur quelle force aurait la responsabilité principale en cas d'incident terroriste.

Les forces de sécurité Burkinabè ont activement cherché et reçu de la formation des Etats-Unis sur les principaux domaines nécessitant une assistance technique. En 2014, des autorités policières et judiciaires Burkinabè chargées de la mise en œuvre des lois ont reçu une formation sur la sécurité transfrontalière, les procédures de justice pénale, et la poursuite judiciaire des terroristes à travers le Forum Mondial contre le Terrorisme et l'Institut International pour la Justice et l'Etat de Droit. Le Programme d'Assistance Antiterroriste du Département d'Etat a fourni des formations et des équipements relatifs à la gestion des incidents terroristes, l'examen médico-légal des scènes de crime terroristes, et les enquêtes post-explosion. Le Burkina Faso a adopté le Système d'Evaluation et de Comparaison d'identification Personnelle Sécurisé du Programme d'Interdiction

du Terrorisme (PISCES) en 2013 en vue de sécuriser les frontières et d'identifier les documents suspects de voyage. Le Burkina Faso a la capacité de mener des examens biographiques à plusieurs entrées terrestres et aériennes.

La Stratégie Antiterroriste du Burkina Faso, la Mission de Sécurisation du Nord, lutte pour éliminer la possibilité d'activités terroristes le long de sa frontière nord.

Lutte contre le Financement du Terrorisme: Le Burkina Faso est membre du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest, une force d'intervention financière (FIF) style organisme qui fait partie de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les forces de l'ordre Burkinabè ont la volonté d'améliorer leur capacité à lutter contre le financement du terrorisme, mais manquent de ressources et d'expérience. Au cours des dernières années, le gouvernement Burkinabè a mis en place une Cellule Nationale du Traitement des Informations Financières (CENTIF) au sein du Ministère de l'Economie et des Finances. Cet organe est un détachement spécial composé de magistrats, de la police, de la gendarmerie et d'experts financiers. La CENTIF a continué à travailler à développer la connectivité des bases de données avec les voisins dans la région et les autres acteurs internationaux, tels que les États-Unis. Il existe des lois qui aident l'unité à mener à bien sa mission, telle que l'obligation pour les banques locales de produire des rapports sur les versements importants. D'autres lois et coutumes, cependant, compliquent leur mandat. Par exemple, le Burkina Faso est une société de liquidité, rendant difficile de suivre les flux monétaires. Egalement, un accord entre les pays d'Afrique de l'Ouest pour la libre circulation des personnes et des biens permet aux individus de ces pays d'entrer et de sortir du Burkina Faso avec n'importe quel montant d'argent.

Pour de plus amples informations sur le blanchiment d'argent et les crimes financiers, consulter le « International Narcotics Control Strategy Report 2014 » (INCSR), Volume 2, le blanchiment d'argent et les crimes financiers:  
<http://www.state.gov/j/inl/rls/nrcrpt/index .htm>

Coopération Régionale et Internationale: Le Burkina Faso a été actif dans les organisations régionales et les organismes internationaux, dont l'ONU, l'UA, la CEDEAO et le GCTF. Le Burkina Faso est membre du G5 du Sahel qui a été créée en Février 2014 pour permettre la collaboration régionale.